



## ANNEXE 1 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Annexe 1 Contexte réglementaire			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
1.0			Création



## SOMMAIRE

1.1	Introduction .....	3
1.2	Confidentialité, non-discrimination et transparence .....	3
1.3	Obligations .....	3
1.3.1	Obligation de raccordement au réseau .....	3
1.3.2	Obligations de service public .....	3
1.4	Comptage du gaz naturel .....	4
1.5	GRTgaz est propriétaire du réseau.....	4
1.6	Publication des prescriptions techniques.....	4
2	Principaux textes législatifs relatifs au raccordement au Réseau .....	5
3	Démarches administratives du ressort de GRTgaz dans le cadre d'un projet de raccordement au Réseau .....	6
3.1	Cadre législatif et réglementaire.....	6
3.2	Autorisation de transport par canalisations .....	6
3.3	Principales procédures à engager. ....	7

### Annexe 1 Contexte réglementaire

Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
1.1	.....	.....	Création du document



## 1.1 Introduction

Les démarches de raccordement de vos installations au réseau sont encadrées par des textes législatifs traitant du secteur de l'énergie et du gaz naturel.

Les éléments présentés ci-après synthétisent l'essentiel des textes, actuellement en vigueur en France, relatifs au raccordement de vos installations au réseau.

## 1.2 Confidentialité, non-discrimination et transparence

Dans le cadre d'un raccordement au réseau et conformément à l'article L.111-77 du code de l'énergie (*codification de l'article 9 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée*) et au décret n° 2004-183 du 18 février 2004, GRTgaz préserve la confidentialité de toutes les informations dont la communication serait de nature à porter atteinte à une concurrence loyale.

Les démarches relatives au raccordement au réseau menées par GRTgaz se déroulent dans un cadre fixé d'un commun accord par vous et GRTgaz. La transmission d'informations à des tiers par GRTgaz est réalisée sous réserve de votre accord préalable.

GRTgaz s'abstient de toute discrimination entre les utilisateurs ou les catégories d'utilisateurs du réseau, conformément à l'article L.111-100 du code de l'énergie (*codification de l'article 2 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée*).

Par ailleurs, la directive 2003/55 du 26 juin 2003 abrogée par la directive 2009/73/CE du 14 août 2009 ainsi que les différents textes de transposition de la première imposent que les gestionnaires de réseau de transport publient des conditions d'accès non discriminatoires, publiques et transparentes.

## 1.3 Obligations

### 1.3.1 Obligation de raccordement au réseau

Les articles L.111-102 à L.111-108 du code de l'énergie (*codification de l'article 6 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée*) précisent que GRTgaz n'a pas le droit de vous refuser le raccordement au réseau, sauf cas particuliers qui doivent vous être notifiés ainsi qu'à la Commission de Régulation de l'Énergie. Un refus peut être fondé sur :

- un manque de capacité ou des motifs techniques tenant à l'intégrité et à la sécurité du réseau
- un ordre de priorité pour l'accès au réseau prescrit par le ministre chargé de l'énergie afin d'assurer l'accomplissement des obligations de service public mentionnées à l'article 16
- les critères fixés par une dérogation temporaire préalablement octroyée par la CRE.

### 1.3.2 Obligations de service public

L'article 9 du décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 prévoit que :

- ☐ GRTgaz assure la continuité du service d'acheminement du gaz naturel sauf conditions particulières mentionnées dans ce même article ;
- ☐ GRTgaz assure la fourniture de dernier recours prévue à l'article 6 dudit décret aux clients qui assurent une mission d'intérêt général et dont la liste est fixée dans chaque département par arrêté préfectoral.

Conformément à l'article 11 du même décret, GRTgaz met en œuvre les moyens nécessaires pour s'assurer que la pression, le débit ainsi que les caractéristiques physico-chimiques du gaz livré sont conformes aux engagements souscrits avec les différentes parties intéressées, en particulier avec vous. En complément, GRTgaz assure l'« odorisation » du gaz naturel pour que les fuites éventuelles soient perceptibles. Cette odeur doit disparaître par la combustion complète du gaz naturel.

Annexe 1 Contexte réglementaire			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
1.1	.....	.....	Création du document



#### 1.4 Comptage du gaz naturel

L'article L.431-3 du code de l'énergie (codification de l'article 21 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 modifiée) spécifie que GRTgaz est tenu d'assurer à tout instant non seulement la sécurité et l'efficacité du réseau, mais aussi l'équilibre des flux de gaz naturel en tenant compte des contraintes techniques pesant sur celui-ci. GRTgaz procède aux comptages nécessaires à l'exercice de cette mission.

Ainsi, les installations de comptage destinées à l'enlèvement du biométhane seront établies et exploitées selon les normes et règlements en vigueur.

#### 1.5 GRTgaz est propriétaire du réseau

En application de l'article 12 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 modifiée, des articles L.111-19 et L.111-48 du code de l'énergie, GRTgaz est propriétaire du réseau. L'ensemble du réseau est soumis à une autorisation de transport. Les démarches relatives à l'obtention d'une autorisation de transport par GRTgaz figurent au paragraphe 6.

GRTgaz assure la conception, la construction, l'exploitation et l'arrêt, temporaire ou définitif, du réseau, conformément aux dispositions du livre V, titre V chapitre V « Canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques. » du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 4 août 2006 modifié portant règlement de sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.

#### 1.6 Publication des prescriptions techniques

Conformément aux dispositions de l'article L.453-4 du code de l'énergie (codification à l'article 21 de la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003) et du décret n°2004-555 du 15 juin 2004 relatif aux prescriptions techniques applicables aux canalisations et raccordements des installations de transport, de distribution et de stockage de gaz, GRTgaz est tenu d'élaborer et de rendre public les prescriptions techniques fixant les exigences techniques de conception et de fonctionnement en matière de raccordement au réseau.

Annexe 1 Contexte réglementaire			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
1.1	.....	.....	Création du document



## 2 PRINCIPAUX TEXTES LEGISLATIFS RELATIFS AU RACCORDEMENT AU RESEAU

GRTgaz applique notamment les principaux textes législatifs et réglementaires mentionnés ci-après pour les raccordements au Réseau.

- ❑ **Code de l'énergie** (créé par l'ordonnance n°2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du code de l'énergie)
- ❑ Loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 relative aux **marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie** publiée au *Journal officiel* n° 3 du 4 janvier 2003 page 265. Loi modifiée par :
  - la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières ;
  - la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique ;
  - la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie.
  - par l'ordonnance n°2011-504 du 9 mai 2011 portant codification de la partie législative du code de l'énergie qui abroge partiellement cette loi ; les dispositions abrogées sont codifiées à droit constant dans le code de l'énergie
- ❑ le décret n° 2005-607 du 27 mai 2005 relatif aux règles de tarification applicables à l'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel.
- ❑ Arrêté du 6 octobre 2008 modifié approuvant les **tarifs d'utilisation des réseaux de transport** de gaz naturel.
- ❑ Décret n° 2004-183 du 18 février 2004 relatif à la **confidentialité des informations détenues par les opérateurs exploitant des ouvrages de transport**, de distribution ou de stockage de gaz naturel ou des installations de gaz naturel liquéfié.
- ❑ Décret n° 2004-251 du 19 mars 2004 modifié relatif aux **obligations de service public dans le secteur du gaz**.
- ❑ Décret n° 2004-555 du 15 juin 2004 relatif aux **prescriptions techniques applicables aux canalisations et raccordements des installations de transport**, de distribution et de stockage de gaz.
- ❑ Code de l'environnement en matière de protection de la nature et d'information du public.
- ❑ **Code de l'Environnement - Canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques (livre V, titre V, chapitre V : articles L. et R.555-1 et suivants).**
- ❑ Arrêté ministériel du 4 août 2006 modifié portant **règlement de sécurité des canalisations de transport de gaz combustibles**, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques.
- ❑ Règlement (CE) n° 1775/2005 du Parlement européen et du Conseil européen du 28 septembre 2005 concernant les **conditions d'accès aux réseaux de transport** de gaz naturel.
- ❑ Directive 2009/73/CE du Parlement Européen et du Conseil concernant des **règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel** et abrogeant la directive 2003/55/CE.

### Annexe 1 Contexte réglementaire

Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
1.1	.....	.....	Création du document



### 3 DEMARCHES ADMINISTRATIVES DU RESSORT DE GRTGAZ DANS LE CADRE D'UN PROJET DE RACCORDEMENT AU RESEAU

#### 3.1 Cadre législatif et réglementaire

L'ordonnance n°2010-418 du 27/04/2010 (J.O. du 30/04/2010) « harmonisant les dispositions relatives à la sécurité et à la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques », dite « ordonnance multi-fluide », a créé dans le code de l'environnement un chapitre dédié aux « canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques » au sein du livre V, titre V (articles L.555-1 à L.555-30) ; ces dispositions sont en vigueur depuis le 1er janvier 2012. Elles sont complétées par des dispositions réglementaires (article R.555-1 à R.555.52) créées par le décret n° 2012-615 du 2 mai 2012 relatif à la sécurité, l'autorisation et la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et publié le 5 mai 2012 pour application immédiate.

#### 3.2 Autorisation de transport par canalisations

La construction et l'exploitation des ouvrages de transport de gaz sont soumises à autorisation délivrée par l'autorité administrative compétente (code de l'environnement art. L.555-1 et 2, R.555-1 à R.555-4), à savoir le(s) préfet(s) du (des) département(s) concerné(s) si leur emprise (Longueur x diamètre extérieur) au sol est inférieure à 10000 m². Au delà de ce seuil, l'autorisation est accordée par arrêté ministériel.

Ces autorisations seront délivrées en fonction :

- ❖ des capacités techniques, économiques et financières du demandeur, ainsi que des moyens dont il dispose ou qu'il s'engage à mettre en œuvre en termes d'organisation, de personnels et de matériels pour la construction et l'exploitation,
- ❖ de la compatibilité des projets avec les principes et les missions de service public, notamment la protection de l'environnement humain et naturel,
- ❖ de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel, ainsi que des réseaux ou installations qui leur sont raccordés.

**Par ouvrages de transport de gaz**, il faut entendre tous les ouvrages qui participent au "transport" de "gaz combustibles", comme défini à l'article 4 de l'arrêté ministériel modifié portant règlement de sécurité des canalisations de transport de matières dangereuses du 04/08/2006 modifié, à savoir :

- ❖ les canalisations de transport de gaz combustibles, y compris des équipements accessoires situés sur le réseau de transport (postes de coupure, de sectionnement),
- ❖ les postes de détente et de livraison, d'injection,
- ❖ les stations de compression, de traitement (y compris d'odorisation) et d'interconnexion.

Sont exclues de la réglementation « transport » :

- ❖ les canalisations dites « d'usine », qui relèvent du décret n°99-1046 modifié du 13/12/1999 relatif aux équipements sous pression et à l'arrêté du 15 mars 2000 relatif à leur exploitation (principaux textes =>> <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Reglementation,11872.html> )

**Nota** : les installations de compression sont aussi soumises à la législation et la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), se trouvant dans le code de l'environnement (livre V, titre I).

#### Annexe 1 Contexte réglementaire

Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
1.1	.....	.....	Création du document



### 3.3 Principales procédures à engager.

Préalablement à l'engagement des demandes d'autorisation de transport de gaz, il convient d'effectuer la revue des contraintes réglementaires afin de définir les procédures à mettre en œuvre pour obtenir les autorisations administratives nécessaires. En effet, la seule autorisation de transport de gaz pour la construction et l'exploitation des ouvrages ne préjuge pas d'autres autorisations administratives à obtenir en application d'autres réglementations.

Les principales procédures à engager pour l'établissement des ouvrages sont les suivantes :

- ❖ la demande d'autorisation de transport de gaz pour la construction et l'exploitation, accompagnée d'un dossier contenant **une étude de dangers**, la justification du tracé retenu vis-à-vis des enjeux de sécurité et de l'environnement naturel et humain, une cartographie, tous les éléments décrivant les capacités techniques, financières et organisationnelles, un résumé non technique de l'ensemble du dossier ... (code de l'environnement art. L.555-7, R.555-8 et 9) ;
- ❖ **Une enquête publique** est obligatoire (code de l'environnement art. R.123-1) dès lors qu'une des conditions suivantes est remplie :

- Nécessité d'une **Etude d'Impact**

Constitution d'une **Etude d'Impact** (étude sur un cycle annuel complet de la nature) dès lors que la longueur est supérieure ou égale à 2 km ou l'emprise (Longueur x diamètre extérieur) au sol est supérieure ou égale à 500 m<sup>2</sup> (code de l'environnement art. R.122-1, R.555-10) ; elle est soumise à l'avis de l'autorité compétente de l'Etat en matière d'environnement en cours de procédure.

- Demande d'**utilité publique**

La déclaration d'**utilité publique** des travaux de construction et d'exploitation, **précédée d'une enquête publique**, pour :

- autoriser l'établissement des servitudes légales dans les parcelles à défaut d'accord amiable avec les propriétaires des terrains traversés (codes de l'environnement art. L.555-27 et R.555-35, de l'expropriation art. L.11-1),
- donner au bénéficiaire le droit d'occuper le domaine public emprunté (codes de l'environnement art. L.555-25 et R.555-36),
- emporter la mise en compatibilité des documents d'urbanisme si nécessaire (code de l'urbanisme article L.123-16),
- Le dossier est complété d'une note justifiant l'intérêt général du projet vis-à-vis de l'approvisionnement énergétique ou de l'expansion de l'économie régionale (code de l'environnement art. L.555-25 – I et R.555-32).

L'étude d'impact ainsi que l'avis de l'autorité environnementale sont insérés dans le dossier soumis à cette enquête publique.

- **Mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes**

**La mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes** (code de l'urbanisme art. R.123-13), en particulier lorsque le tracé traverse des espaces boisés protégés, procédure menée simultanément avec l'instruction de l'autorisation de transport de gaz et de la déclaration d'utilité publique des travaux.

- Une **évaluation environnementale** systématique des éventuelles incidences sur un ou plusieurs sites **Natura 2000** à proximité du projet, sur les **milieux aquatiques et humides**, sur la flore et la **faune protégées** (étude sur le cycle annuel complet de la nature au maximum),... doit être obligatoirement effectuée même en l'absence d'étude d'impact ; cette évaluation est insérée dans le dossier, ou dans l'étude d'impact si elle existe.
- Un dossier de **déclaration préalable** (ou de permis de construire) au titre du code de l'urbanisme (articles L.421-1 et suivants) pour les postes (local technique, cabine préfabriquée, clôture ...).

**Les procédures comportent deux phases :**

Annexe 1 Contexte réglementaire			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
1.1	.....	.....	Création du document



- **une consultation administrative coordonnée** (durée 2 mois, code de l'environnement article R.555-14,) auprès des différents services et organismes concernés par le projet, régional, départemental et local : collectivités territoriales, chambres consulaires, services civils et militaires de l'Etat, gestionnaires de réseaux, de domaine public, ... ;
- **une enquête publique (durée comprise entre 1 et 2 mois, prolongeable 30 jours), à l'issue de la consultation administrative, qui est prescrite dans les situations suivantes :**
  - lorsqu'il y a une **étude d'impact et une DUP** : enquête publique « environnementale » en application du code de l'environnement (code de l'environnement articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants, L.555-1-III et L.555-8) ;
  - lorsqu'il y a une **DUP, sans étude d'impact** : application du code de l'expropriation (code de l'environnement art. L. 555-27, code de l'expropriation art. L.11-1, R.11-1 à 31)

**Délai maximum d'instruction : 24 mois.**

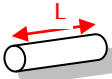
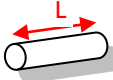
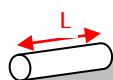
Nota : **une procédure simplifiée, sans enquête publique**, peut être mise en œuvre pour des projets d'importance limitée sous réserve que les critères soient tous remplis :

- longueur inférieure à 2 km ou emprise (Longueur x diamètre extérieur) au sol est inférieure à 500 m<sup>2</sup> ;
- absence d'étude d'impact ;
- absence de DUP (déclaration d'utilité public des travaux de construction et d'exploitation) en vue de l'implantation des ouvrages dans des terrains privés ou public par voie administrative (arrêté préfectoral de servitudes légales) ;
- absence de mise en compatibilité de schémas d'urbanisme (POS, PLU).
- **Délai maximum d'instruction de cette procédure simplifiée : 9 mois.**

Le passage en Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) est obligatoire (cf article R.555-17) quel que soit le type d'autorisation demandée (APS, AP, AM).

Des arrêtés complémentaires de prescriptions peuvent être pris par le ministère chargé de la sécurité des canalisations de transport ou le préfet, sur proposition du service chargé du contrôle (DREAL, et après avis du CoDERST, pour modifier ou compléter les dispositions de l'arrêté d'autorisation initial (cf article R.555-22, code environnement).

Les trois niveaux d'autorisation :

Régime juridique des Ouvrages de Raccordement			
	Autorisation Préfectorale à procédure Simplifiée (APS)	Autorisation Préfectorale (AP)	Autorisation ministérielle
	1. $L < 2 \text{ km}$ et $L \times D \text{ ext} < 500 \text{ m}^2$ . 	1. $L = \text{ou} > 2 \text{ km}$ ou $L \times D \text{ ext} = \text{ou} > 500 \text{ m}^2$ . 	1. $L \times D \text{ ext} \geq 10000 \text{ m}^2$ 
	2. Absence d'Etude d'Impact 3. Absence de DUP* 4. Absence de Mise en Compatibilité de schéma d'urbanisme (POS, PLU**) 5. Pas d'occupation du domaine public	2. Occupation du domaine public qui nécessite une DUP 3. Servitude légales nécessaires 4. Mise en Compatibilité de schéma d'urbanisme POS/PLU (optionnelle) 5. Etude d'Impacte	2. Pour les canalisations transfrontalières 3. Arrêté conjoint des ministères chargés de l'Energie et de la sécurité industrielle 4. Occupation du domaine public qui nécessite une DUP 5. Etude d'impact 6. Mise en compatibilité de schéma d'urbanisme POS/PLU (optionnelle)
Délai réglementaire***	9 mois	24 mois	24 mois

\* Déclaration d'Utilité Public des travaux de construction et d'exploitation en vue de l'implantation des ouvrages dans des terrains privés ou public par voie administratives (arrêté préfectoral de servitudes légales).

\*\* Plan Local d'Urbanisme

\*\*\* **Délai réglementaire** entre le dépôt du dossier administratif par GRTgaz et la délivrance par l'administration de l'autorisation de transport

Annexe 1 Contexte réglementaire			
Version / Révision	Date de publication	Applicable à partir du	Commentaire
1.1	.....	.....	Création du document